

Pour un internationalisme modeste

Alain Lipietz*

Longtemps, la gauche européenne aborda le problème de ses rapports aux peuples des autres continents avec quelques idées simples. D'abord, son devoir universaliste était de les aider. Les aider à quoi ? A être comme elle. Comme elle rêvait l'Europe, ou comme elle rêvait qu'elle le devint. Il n'y avait en effet qu'un seul progrès possible. Or les peuples non-européens en étaient manifestement plus éloignés : à preuve, ils étaient dominés. Militairement, politiquement. L'aide ne pouvait venir que du côté dominant.

La gauche civilisée n'avait rien à apprendre des barbares. Quand bien même elle faisait semblant d'idolâtrer le « bon sauvage », elle ne fabriquait que des fictions, projetant ses rêves sur des peuples fantômes, des fantasmes de peuple. Cette tradition, qui remonte à Voltaire au moins, s'est poursuivie jusqu'en certains propos de Margaret Mead, de Marshall Sahlins. On voulait bien (marginale) reconnaître l'altérité, mais pour autant qu'elle figurât un progrès possible pour notre Europe. Une intuition naïve de progrès, en somme, que l'Europe seule, ou sa fille aînée, l'Amérique du Nord (avec qui viendra rivaliser une fille cadette, l'Union soviétique) aurait à charge de rendre universelle, et de réexporter, dûment estampillée de rationalité, vers les peuples arriérés.

* Directeur du CNRS, chercheur au CEPREMAP.

Aider, donc. On savait bien aussi que, dans les faits, l'Europe du Progrès et des Lumières n'aidait pas vraiment les pauvres sauvages. Mais c'est que les colonisateurs européens étaient indignes de l'Europe. Des chrétiens indignes, pour les jésuites du Paraguay. Des républicains indignes, pour Victor Hugo. L'Europe, l'Europe réellement existante, pillait, violait, exploitait, mais l'Europe idéale aidait.

Aidait à quoi ? A être comme nous. Accéder à notre progrès. Partager nos valeurs. Mettre en œuvre nos moyens. L'Europe avait la technique, c'est d'ailleurs pour cela qu'elle dominait. La technique permettait la croissance du bien-être, et c'est cela qu'il fallait apporter. Car l'Europe avait son idée du progrès : la maximisation du bien-être individuel. La gauche ajoutait un correctif : de tous les individus. Et pour cela, la gauche disposait d'un outil : l'État, représentant des intérêts de tous contre l'égoïsme étroit des individus.

Contre ce progrès, la gauche européenne retrouvait en Afrique, en Asie, chez les Indiens d'Amérique, son vieil ennemi : les chefs de clan, les caciques, les propriétaires terriens. Elle savait comment les vaincre : casser les vieux rapports sociaux, généraliser 1789, et recommencer sur place l'édification des droits des individus sous la bienveillante tutelle de l'État démocratique.

Bien sûr, l'aile la plus radicale de la gauche européenne savait que 1789 n'avait pas réalisé ses promesses. Au cœur de l'Europe, le Proletariat représentait la négation des droits de l'homme. L'Europe n'était pas l'avenir de l'Homme, elle en était le cul-de-sac. Non par l'erreur réparable de minorités despotiques, mais par un vice structurel de 1789. Parmi les droits universellement distribués aux individus, le droit de propriété privée avait non seulement dissout la communauté, mais également fiché au cœur de la société une scission potentielle : entre ceux qui parvenaient à augmenter leur avoir, et ceux qui s'en trouvaient dépossédés, initialement par telle ou telle cause hasardeuse, individuelle ou collective, et ensuite par la mécanique de l'accumulation capitaliste. Le *Manifeste Communiste*, puis *Le Capital* de Marx, qui dénonçaient cette mécanique implacable, y voyaient en même temps la cause de la puissance européenne (la croissance des forces productives entraînée par l'accumulation capitaliste) et la promesse d'un renversement ultérieur : l'expropriation des accapareurs au profit de la collectivité.

Ainsi, même pour la critique la plus radicale du progrès européen, le cul-de-sac n'ent était pas vraiment un. Malgré les mises en garde isolées de Marx lui-même, le capitalisme apparaissait comme une vallée de larmes aux débouchés globalement positifs. Le contenu européen du progrès (l'enrichissement par le développement inconditionnel des forces productives) n'était pas contesté. Seules l'étaient les entraves que la propriété privée capitalisée mettaient à ce développement. La II^e,

la III^e et même la IV^e Internationales communieront à ce credo progressiste des « Bourgeois conquérants ».

Dès lors, la gauche européenne pouvait sans dommage se différencier face aux peuples « arriérés ». A côté des modérés (les « Républicains », disons) qui transposaient mécaniquement 89 dans le futur « Tiers-Monde » et ne voyaient pas d'inconvénient à y implanter un capitalisme pourvu qu'il fut à visage humain, apparaissaient des radicaux qui ne voulaient pas aider les autres à devenir comme nous étions, mais les aider à ne pas le devenir, c'est-à-dire un capitalisme. Mais leur façon d'aider l'Autre à ne pas devenir ce que l'Europe était actuellement consistait à l'aider à devenir ce qu'elle était en puissance, selon eux.

Cette voie radicale visait en somme à sauter, à brûler l'étape capitaliste. Le pari reposait sur l'interprétation d'un constat : la difficulté, à partir du début du XX^e siècle, de développer dans les pays « retardés » un authentique capitalisme. Les théories de l'impérialisme, puis de la dépendance, transformaient le constat de cette difficulté en un diagnostic d'impossibilité : il y avait eu une voie capitaliste vers l'avenir radieux, il n'y avait plus, car elle était à présent encombrée par des capitalismes avancés piétinant aux portes du socialisme. Dès lors, toute lutte pour l'indépendance était simultanément lutte anticapitaliste et lutte pour le socialisme, et réciproquement. On pouvait encore disputer (Staline versus Trotsky versus Mao...) si la transition au socialisme nécessiterait ou non une étape de « capitalisme national », mais sous contrôle en tout cas d'un parti à objectifs socialistes.

Derrière les querelles byzantines sur la révolution ininterrompue et/ou par étapes, il y avait surtout un accord de fond : la transition au socialisme impliquait l'unification des structures sociales dans la forme du salariat (même sous le nom de coopératives) et sous la direction de l'État. Là encore, on pourra objecter les ultimes scrupules de Marx, sa lettre à Vera Zassoulitch évoquant une transition directe à partir de la communauté paysanne russe, les ultimes tentatives de Boukharine, les expériences communautaires de Che Guevara ou de Mao Zedong. Elles ne contredisent pas la tendance générale : derrière le projet d'aider l'Autre à ne pas être le Même, demeurait le rêve de l'aider à devenir ce que nous voulions être, par des voies de traverse, mais selon le même paradigme de progrès. A la mi-temps du XX^e siècle, la gauche européenne imposait aux gauches du Tiers-Monde le triptyque : croissance des forces productives, salariat, État.

2. L'ÉCHEC DE L'EUROPEANISATION

Ah ! Combien de sacrifices, combien de gaspillages, a coûté cette

« aide » de la gauche européenne aux jeunes nations du Tiers-Monde ! Combien de hauts-fourneaux payés de la sueur des paysans, combien de laminoirs broyant les mains des jeunes classes ouvrières, s'en sont aller rouiller sur les rives de la « transition socialiste » ! Combien de « modèles » (« pôles de développement », « industries industrialisantes », etc.) les intellectuels de la gauche européenne n'ont-ils pas vendus aux peuples d'Afrique et d'Asie, avec pour seul résultat tangible de leur faire acheter les marchandises et les rapports de production nord-occidentaux !

Quarante ans plus tard, il faut sonner la retraite. C'est le triomphe du marxisme évolutionniste¹. Aucune traverse n'est possible. Toutes les démocraties populaires, tous les socialismes africains ou asiatiques ont fait, selon les critères communs aux bourgeois conquérants et aux internationalistes, nettement moins bien que les pays du Tiers-Monde ayant poussé jusqu'au bout l'acculturation capitaliste : les « Petits Dragons » de l'Asie. De la Pologne à la Chine Populaire, on ne rêve plus du socialisme, on ne rêve même pas de la Suède, on rêve de la Corée. Et l'exemple finlandais nous suggère que la Corée est le chemin le plus direct vers la Suède. La voie la plus sûre du développement, selon les critères européens du progrès, semble être encore la vallée de larmes du capitalisme.

Et quand même ce serait le cas, aurions-nous vraiment avancé avec cette redécouverte ?

De quel droit, au nom de quelle norme, interdire aux peuples et aux nations dominées, aux classes exploitées, de se révolter contre l'attente de l'avenir radieux ? Car c'est bien la conclusion *politique* du discours libéral des Rostow ou du discours marxiste des Warren : les tentatives « populistes » de résistance à l'impérialisme et au mal-développement sont « inappropriées, inefficaces ». Naturellement : elles ne sont qu'un frein au développement des forces productives, mission qui incombe au capitalisme. Condamner ce mode de croissance au nom des injustices et de la détresse qu'il entraîne, ce serait du « moralisme ». Les authentiques savants n'ont, eux, qu'un but en tête : la croissance des forces productives, et « l'unification de l'humanité » ! Au regard d'une si noble hauteur de vue, comme elle paraît mesquine la révolte des paysans, des ouvriers, des femmes (femmes au foyer, à l'usine, ou prostituées)... Et comme on s'étonne qu'un esprit aussi fort que Marx ait perdu son temps à organiser le mouvement ouvrier naissant, et à soutenir le mouvement de libération national irlandais, y compris contre les organisations ouvrières anglaises !

Et pourtant, les partisans de l'accouchement du socialisme à travers les horreurs du capitalisme peuvent à bon droit se réclamer non seulement de la tradition « républicaine », mais d'un aspect de l'œuvre

1. Illustré par B. WARREN, *Imperialism, pioneer of Capitalis*, New Left Books, London, 1980.

de Marx (celui qui contemple, fasciné, la marche historique du capitalisme, « à travers la boue et le sang »), et surtout d'une facette de la postérité marxiste. La pire, hélas : le marxisme de la Deuxième et de la Troisième Internationales, mécaniste, économiste, productiviste et en définitive cynique.

Ce marxisme-là voyait, voit encore, dans le « développement des forces productives » l'index du progrès du char de l'Histoire, et considère les générations de chair et de sang comme du simple combustible à sacrifier au Dieu Progrès, au nom d'un avenir paradisiaque sur quoi déboucherait notre vallée de larmes. Ce marxisme-là n'est que l'intériorisation par le mouvement ouvrier des mythes positivistes de la bourgeoisie conquérante européocentriste du XIX^e siècle. Ce marxisme-là, tous les révolutionnaires pratiques, de Lénine à Mao en passant par Gramsci (qui prônait « la révolution contre *Le Capital* ») ont dû rompre avec lui dans leurs éclairs de lucidité. Version « de gauche » de la mythologie productiviste, il a justifié toutes les capitulations social-démocrates, comme toutes les abominations stalinienne.

C'est de ce marxisme-là dont on parle quand on parle de « crise du marxisme ». C'est le dégoût qu'inspire ce marxisme-là qui a détourné de toute référence marxiste un nombre croissant de travailleurs et les nouveaux mouvements sociaux (féministes, écologistes...), à l'Est comme à l'Ouest. C'est l'identification de ce marxisme-là au projet bourgeois d'industrialisation inconditionnelle qui a détourné, dans bien des pays du Tiers-Monde (Iran, Egypte, etc.), les masses et les intellectuels révolutionnaires des idéologies « laïques » et du marxisme, et a rejeté leur révolte vers les idéologies réactionnaires et cléricales.

De ce consternant échec, il faut désintroniser les différents niveaux de causalité.

La première leçon qui saute aux yeux, c'est qu'il n'y a pas de développement, il n'y a que des modèles de développement. Ceux qui aujourd'hui condamnent « le développement » pour l'insuccès de sa greffe ne font que rejoindre l'erreur de ceux qui naguère (parfois les mêmes) voulaient imposer (ou suggérer) « leur » développement comme un modèle². L'importation des voies et moyens du progrès européen s'est heurtée à ce premier obstacle : il n'y avait pas, en face, une société prête à s'y investir totalement, à « jouer le jeu » de ce modèle de progrès. Forces productives, salariat, État, sont venus s'entasser comme un bric-à-brac inorganique sur des communautés étrangères et rétives. Les anciens rapports (pas plus « naturels » que les européens) furent brisés par le fer et le feu, ou broyés par la concurrence, ou dilués dans une semi-acculturation débouchant sur la clochardisation. Les nouveaux rapports n'ont pas « pris » comme modèle le développement, comme matrice technologique, comme régime d'accumulation, comme mode

2. C'est l'ambiguïté des essais (par ailleurs fort lucides) de François PARTANT (*La fin du Développement*, La Découverte, Paris, 1983) et Serge LATOUCHE.

de régulation, faute de s'être ordonnés en paradigme sociétal, en modèle de socialité, en promesse d'un idéal de progrès accepté, désiré par tous³. Tout au plus, les individus dépossédés de leurs attaches et de leurs rêves ont-ils pu se cramponner aux épaves flottantes d'une modernité importée : gadgets dérisoires de la société de consommation pour les uns, quolibets grotesques du pouvoir étatique pour les autres. Trop peu pour faire système et mode de vie (sauf en Corée), trop pour qu'on puisse encore trouver le bonheur dans les lambeaux de la communauté perdue.

N'oublions pourtant pas la dépendance. Ce « développement » raté ne fut pas perdu pour tout le monde. Marchands et employeurs du Nord y ont trouvé leur compte. Mais gardons nous de voir dans la « dépendance » la cause de l'échec. Des pays se sont mis à l'écart des rapports de dépendance : ils ont échoué. D'autres ont joué à fond de l'interdépendance, ils ont réussi... dans la voie du développement capitaliste⁴.

Mais voilà. Ce développement capitaliste, dans toutes ses variantes, cette façon très fondamentale d'être européen, ce en quoi Hong Kong est devenue Venise, cet idéal de progrès dont la vieille gauche européenne ne s'est pas substantiellement écartée, il est, au-delà de l'échec de sa greffe, aujourd'hui malade dans sa propre terre natale. « En crise », dit-on. Mais alors pas seulement en crise économique. Si ce n'était que cela, le capitalisme finirait bien par s'inventer un nouveau modèle de développement. Il finira par le trouver, il l'a peut-être déjà trouvé. Seulement, il ne l'a pas trouvé, il ne peut guère espérer le trouver dans la voie où la gauche ancienne pouvait encore le reconnaître comme « progrès ». Le capitalisme progresse, certes, mais sur les débris des anciens espoirs. Les forces productives nous mènent à la catastrophe écologique. Les transformations du salariat dissolvent les communautés de salariés. L'État, contesté par les nouveaux mouvements sociaux, débordé par les nouvelles tendances du capitalisme à l'internationalisation, a perdu le sceptre de l'avenir. La gauche européenne doit choisir : ou suivre le capitalisme, et cesser d'être la gauche, ou réinventer le progrès, et cesser d'être l'ancienne gauche.

Répétons-le, au risque de lasser par des propos qui n'ont même plus le charme de l'iconoclastie. La vieille gauche européenne a repris

3. Un « paradigme sociétal » (une conception commune des buts et des règles de la vie en société) définit la possibilité de « formes de régulation » (institutionnelles, ou incorporée dans « l'habitus » des individus, au sens de Bourdieu). Celles-ci sont nécessaires pour guider les comportements au long d'un sentier de croissance macroéconomique stable (un « régime d'accumulation »). Celui-ci repose enfin sur des principes acceptés socialement et culturellement d'organisation du travail (un « paradigme technologique »). Voir sur ces concepts mon livre *Choisir l'Audace. Une alternative pour le XXI^e siècle*, La Découverte, Paris, 1989. Voir également dans ce volume les interventions de E. ENRIQUEZ et A. NICOLAI.

4. Sur les limites de la « théorie de la dépendance » et des conditions du succès des « Nouveaux Pays Industrialisés », voir mon livre *Miracles et Mirages. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde* (La Découverte, Paris, 1985).

un idéal du progrès *capitaliste* : plus de production, plus de consommation salariale, plus d'État. Elle a atteint son apogée, la sociale-démocratie, avec le compromis « fordien », quand elle a pu imposer au capitalisme lui-même un modèle de développement mettant effectivement en œuvre cette maxime. Aujourd'hui où le compromis est brisé du côté capitaliste, aujourd'hui où l'État n'est plus le garant du partage des « dividendes du progrès », aujourd'hui où les contraintes écologiques agitées par les militants verts barrent la route à l'universalisation du modèle de croissance et compromettent sa pérennité jusque dans les pays « avancés », la vieille gauche est muette, désorientée, non pas seulement dans le Tiers-Monde, mais chez elle.

3. L'ALTERNATIVE

Que peut vouloir une alternative à la vieille gauche ? Telle que cette alternative se dessine depuis 1968 (le premier mouvement de masse mondial contre le vieux monde et sa vieille gauche), elle se cherche entre trois repères. Trois thèmes qui définissent l'aune à laquelle jauger tout « progrès » et toute politique : l'autonomie des individus et des groupes, la solidarité entre individus et groupes, l'écologie comme principe des rapports entre la société, le produit de son activité, et son environnement.

A la crise du paradigme fordiste, l'alternative répond donc :

— transformation des rapports entre les personnes dans le travail, vers une plus grande maîtrise des producteurs sur leur activité ;

— réduction de la part du temps consacré au travail salarié, et par conséquent recul des rapports marchands dans la consommation et les loisirs, au profit de la création libre ;

— choix systématique des technologies les plus écologiques, c'est-à-dire les moins prédatrices par rapport aux ressources naturelles, recyclage le plus intégral possible des sous-produits de l'activité humaine, restauration des friches industrielles et urbaines, etc. ;

— transformation des rapports sociaux autres que salariaux dans le sens du recul des hiérarchies, et primordialement dans le sens du féminisme et de l'antiracisme ;

— transformation des formes de solidarité au sein de la collectivité nationale, d'une répartition purement monétaire vers la subvention d'activités auto-organisées et à utilité sociale négociée ;

— évolution vers des formes de démocratie de base, plus « organiques » et moins délégatives ;

— remise en cause des rapports inégalitaires entre les différentes

collectivités nationales, vers des rapports mutuellement avantageux entre des communautés plus autocrates.

J'ai suggéré ailleurs⁵ ce que pourraient être les traits principaux d'un modèle de développement réalisant ces principes en Europe. Mais que dire du dernier principe ? Que peut-être « l'internationalisme » de l'alternative ? A coup sûr, un *internationalisme modeste*. Parce que nous savons qu'on ne définit pas à la place de l'autre ce qui doit être son bonheur, parce qu'on ne peut le forcer à affronter des questions qu'il ne se pose pas, parce que le principe d'autonomie implique la liberté pour chaque communauté d'instituer son idéal de progrès, l'internationalisme de demain se doit d'être minimaliste. Il doit viser à l'institution d'un ordre mondial favorisant la plus grande liberté de choix pour les communautés (principe de *variabilité maximale*). Cette « neutralité » n'est cependant pas passivité : elle doit viser à ce que soit assuré partout un socle de droits humains fondamentaux (principe d'*universalisme minimal*). Enfin, l'internationalisme alternatif doit reconnaître qu'il a autant à apprendre des modèles de développement des autres que de son propre génie, et que les problèmes de coopération avec l'autre ne viennent pas seulement des incohérences ou des insuffisances de l'autre, mais aussi des limites intrinsèques de son propre modèle de développement. On le voit, l'internationalisme « modeste » est un internationalisme « *auto-exigeant* » !

4. PRINCIPE DE VARIABILITÉ MAXIMALE

Contrairement aux chantages de la « convergence des politiques » et de la « fin de l'Histoire », l'internationalisme alternatif croit que l'expérimentation historique ne s'achèvera jamais, que chaque communauté a le droit d'explorer de nouvelles voies pour le genre humain à partir de ses propres traditions et de ses aspirations spécifiques. Contrairement à l'arrogance du FMI et de la Banque Mondiale, l'internationalisme modeste n'est pas sûr qu'il existe des recettes applicables partout, et en tout cas pas celles des libéraux :

— parce que le libéralisme, qui n'a apporté ni la justice ni le bien-être aux USA, n'a guère de chance d'être la voie pour des communautés initialement moins bien dotées ;

— parce que la logique macro-économique montre que la guerre de tous contre tous ne peut qu'amener à un résultat sous-optimal par rapport à un ordre non agressif négocié, ménageant à chacun le plus de degrés de liberté possibles.

5. *Choisir l'Audace*, op. cit.

J'ai consacré suffisamment d'ouvrages et d'interventions aux Forum de Delphes⁶ à cette logique macro-économique pour ne pas m'y attarder ici. Comme dans le « dilemme des prisonniers » où un directeur de pénitencier organise à son profit la rivalité des détenus, l'ordre économique actuel organise au profit des États créanciers la rivalité des pays endettés sur le marché mondial, les contraignant à « faire feu de tout bois » (socialement et écologiquement parlant : l'Amazonie en est la caricature) pour équilibrer leur balance des paiements courants. L'abolition de la dette du Tiers-Monde est la première mesure nécessaire pour rouvrir un éventail de choix à chaque nation endettée. Certes, en aucune manière le désendettement ne résoudra les problèmes internes de chaque société concernée. Mais il en ouvrira la *possibilité*. Ce n'est ni l'affaire du FMI ou de la Banque Mondiale, ni de la gauche européenne de choisir à la place d'un pays d'Afrique s'il se fixe pour idéal une Corée social-démocratisée ou la consolidation de la communauté villageoise. En revanche, l'expérience du Soudan, qui a vu en quelque mois se refermer la fenêtre démocratique sous la poussée de la dette manipulée par la Banque Mondiale, nous fait mesurer ce que peuvent avoir de dérisoire les rêves démocratiques en l'absence de leur possibilité économique.

Malgré sa modestie, le nouvel internationalisme ne peut pourtant s'en tenir à cette annulation d'un poids mort du passé. Il doit également viser à fixer des règles pour l'avenir, fondées sur le principe de variabilité maximale, expression du principe d'autonomie, que l'on pourrait énoncer encore autrement : « La liberté de chaque communauté s'arrête là où commence celle des autres ». Il ne saurait être question en effet de réenclancher les mêmes mécanismes pervers. Une nation dont le comportement écologique et social pourrait perturber la liberté des autres à préserver leurs propres équilibres ne saurait être admise à faire pression sur ces dernières par le biais de sa compétitivité supérieure. Des clauses sociales et écologiques sur le libre-échange, arbitrées par des institutions internationales, sont donc nécessaires pour empêcher ces formes nouvelles de dumping : règles minimales sur les conditions d'exploitation de la main d'œuvre et de la nature, etc.

Ne nous cachons pas l'épouvantable complexité des problèmes ainsi soulevés. Des normes trop élevées écarteraient du commerce international certain pays à faible productivité, alors même qu'elles constitueraient pour ces mêmes pays un progrès considérable. Pour être équitables, les règles communes devraient être dynamiquement différenciées. Mais cette notion de « règles communes » met immédiatement en valeur « l'universalisme minimal » de notre internationalisme modeste, expression du principe de solidarité.

6. Voir « La seconde grande crise du xx^e siècle » in S. Mappa (ed.), *Pour une définition de nouveaux rapports Nord-Sud*, Automorphoni-Publisud, Athènes-Paris, 1986.

5. PRINCIPE D'UNIVERSALISME MINIMAL

Si modeste soit-il en effet, le nouvel internationalisme n'est pas neutre. Il considère en effet qu'il existe un socle commun de valeurs humaines, et se bat pour leur réalisation. Il n'érige pas le relativisme en valeur absolue. Car il n'a pas la naïveté de croire en la bonté foncière, au caractère non contradictoire des communautés humaines. S'il s'interdit d'imposer aux autres sa conception de l'humain, il est solidaire de celles et ceux qui, chez les autres, luttent contre l'inhumanité.

On retrouve ici les paradoxes d'un débat qui actuellement agite la France sous un aspect particulier des rapports Nord-Sud : l'accueil des communautés immigrées. La gauche a longtemps combattu l'inégalité par la voie de l'assimilationisme : que l'Autre devienne le Même, et il sera notre égal. La reconnaissance du « droit à la différence » est venu mettre en crise cette forme étrangement raciste d'anti-racisme. Mais « l'égalité dans la différence », juste mot d'ordre, soulève d'immenses difficultés concrètes. Ainsi le principe de la laïcité scolaire, parfait exemple de l'« universalisme maximal » de la vieille gauche, est aujourd'hui défié par l'importation dans l'école française de traits culturels « différents » mais connotés — d'un point de vue laïc — d'oppression. Je fais allusion au débat de la rentrée scolaire 1989 : les enseignants peuvent-ils interdire aux jeunes musulmans le port du foulard islamique ? A coup sûr, si la laïcité signifie tolérance, respect des autonomies communautaires et application du principe de variabilité maximale, il est scandaleux d'interdire l'expression des « caractères musulmans » dans une école soi-disant laïque, mais traversée de part en part, jusque dans le détail de son calendrier, par les exigences de la liturgie catholique.

Mais ne soyons pas naïfs. Le voile connote un système patriarcal solidaire d'autres « caractères communautaires » bien moins acceptables, tel le mariage forcé des jeunes musulmanes. L'universalisme reprend ses droits quand il affirme la liberté des femmes à choisir leur destin. Et les enseignantes françaises qui organisent des réseaux d'évasion pour leurs jeunes élèves musulmanes de quinze ans le savent bien, elles qui dans leur propre jeunesse ont dû lutter contre leur propre aliénation ou celle de leurs mères, face à une religion dominante qui leur déniait le droit de disposer de leur corps, face à une République soi-disant universaliste qui ne leur avait concédé le droit de vote qu'en 1945 et la liberté de la contraception qu'en 1968. Seulement voilà. Si le principe de variabilité maximal est affaire de lois nationales — ou de règlements internationaux — fixant le permis et l'interdit (le droit de porter ou de ne pas porter le voile, le droit d'user ou non de procédés contraceptifs), l'universalisme minimal doit doubler de modestie dans l'usage des armes légales. Interdire le mariage forcé, ou l'excision ou l'infibulation, relève à la rigueur de principe de variabilité (on laisse

ouverte des *possibilités* pour des petites filles, rien ne les empêche plus tard d'assumer une aliénation), mais seulement du point de vue d'une communauté partiellement désaliénée (au moins à cet égard). Dans une communauté ne partageant pas les valeurs correspondantes, qui sont, il faut le rappeler, des conquêtes récentes pour l'Occident lui-même, même les victimes de telles pratiques pourront percevoir comme un scandale ou une agression ce qui serait une désaliénation imposée. Le militantisme de la conviction est alors la seule voie sans équivoque. Elle passe par une solidarité active *principalement non-gouvernementale* entre hommes et femmes qui, au Nord comme au Sud, partagent les valeurs de « l'universalisme minimal », que représente assez bien la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au regard des périls immenses pesant à l'heure actuelle sur ces droits, ne serait-ce que sur le droit à la vie, étendu comme il se doit aux générations futures, les tâches de l'universalisme minimal sont loin d'être minces. Evoquons par exemple le problème démographique. L'Europe a bouleversé l'écologie humaine de l'Afrique, brisant des modèles de développement qui furent écologiquement soutenables durant des siècles. L'explosion démographique actuelle, expression d'une transition démographique non aboutie, est strictement insoutenable, sur la base des moyens techniques, des rapports de propriété et du système des prix ville-campagne prévalant dans la plus grande partie de l'Afrique. Des agronomes doutent même, avec des arguments convaincants, qu'elle soit à jamais soutenable, même avec des réformes strictement économiques⁷. La Terre n'a jamais promis qu'elle supporterait n'importe quelle densité humaine au prix d'un peu de bonne volonté ! Le SIDA risque alors de jouer pour l'Afrique le rôle de la Peste Noire dans l'Europe féodale du XIV^e siècle: la régulation sauvage d'une crise écolo-socio-économico-démographique.

Le principe de solidarité ou d'universalisme minimal interdit à la gauche européenne de s'en satisfaire. Le sauvetage de l'Afrique coûtera cher. Il impliquera chez les Africain(e)s une mutation culturelle dans le rapport hommes-femmes et de profondes réformes agraires, que les Européen(ne)s ne peuvent imposer, mais qu'ils (elles) peuvent aider. Elle nécessitera aussi des transferts de ressources immenses, que légitime la conception africaine des droits et des obligations⁸, étant bien clair que les communautés africaines ont, dans leur mémoire, accumulé sur l'Europe, depuis la traite jusqu'au travail forcé colonial, d'immenses droits potentiels sur les obligations actuelles de l'Europe...

7. Voir René DUMONT, *Un monde intolérable*, Seuil, Paris, 1988.

8. Voir l'intervention de Régis MAHIEU, même volume.

Nous abordons ainsi un troisième visage de l'internationalisme modeste : l'*auto-exigence*, expression dans le domaine international du principe de soutenabilité écologique. L'alternative européenne doit reconnaître que les « peuples arriérés » ont su jadis, et souvent encore aujourd'hui, se montrer beaucoup plus respectueux du patrimoine commun de l'humanité que la vieille gauche qui venait lui inculquer son idée du progrès. Que ces « communautés arriérées » savaient souvent que l'homme appartient à la nature plutôt que l'inverse. Que l'avenir écologique de l'espèce humaine et de la planète est davantage compromis par les folies stalinienne ou sociales-démocrates des années 1950-1980 que par les imprudences d'un Tiers-Monde « faisant feu de tout bois » pour simplement survivre.

L'Amazonie brûle ? Rappelons-nous d'abord que, selon le mot de Lula (le candidat du Parti des Travailleurs à la présidence brésilienne), « si l'Amazonie est le poumon du monde, la dette en est la pneumonie ». Rappelons-nous surtout qu'avec tous ses brûlés, le Brésil, trois fois plus peuplé que la France, produit 20 % de moins de gaz à effet de serre que la France. Avant l'Amazonie, songeons à nos usines, à notre parc automobile. Il faudra sûrement, d'ici dix ans, un traité international fixant des quotas au droit de chaque communauté nationale à piller et polluer les différentes composantes de la biosphère. Mais alors les pays « développés » n'auront pas plus de droit, relativement à leur population, que les pays du Tiers-Monde. Pour eux, les quotas seront infiniment plus contraignants : c'est l'ensemble de leur modèle de développement, l'ensemble de leurs compromis sociaux sur le dos de la Nature, qui devront être réexaminés à la baisse.

De la même manière, les clauses sociales sur le libre-échange leur interdiront de poursuivre le pillage du travail et des ressources naturelles du Tiers-Monde. Aucune majorité au Nord n'acceptera cela sans un changement au Nord de l'idéal du progrès. La croissance du temps libre, des services communautaires, le retour d'une conception plus festive et moins prédatrice du bonheur de vivre, devront se substituer au productivisme et au culte de la consommation. En somme, c'est en se changeant soi-même que l'on peut le plus utilement aider l'autre.

Si l'alternative à la vieille gauche n'apprend pas à faire sienne de tels objectifs, il est dérisoire de parler d'aide au Tiers-Monde. Pour reprendre la conclusion du *Sommet des 7 peuples parmi les plus appauvris* qui s'est tenu à Paris le 15 juillet 1989, parallèlement au *Sommet des 7 Grands* : « Une révision radicale du modèle de développement que le Nord impose au Sud est indispensable, et cela dans l'intérêt du Nord et pas seulement du Sud. Tout modèle de développement doit : être respectueux de la dignité humaine, des libertés politiques, de l'environnement, de l'identité, des valeurs et des besoins fondamentaux des

différents peuples, garantir aux femmes les mêmes opportunités économiques et sociales qu'aux hommes, conduire à une répartition équitable des ressources et de pouvoirs de décision dans tous les domaines. »

Nauplie, novembre 1989